



LE «PENSER ET AGIR FAMILLE» DU CARREFOUR ACTION MUNICIPALE ET FAMILLE



Envoi de Postes publications numéro de convention: 4088656

LE CARREFOUR PARTICIPE À UNE DÉMARCHE COLLECTIVE EN FAVEUR DE LA SANTÉ DES ENFANTS ET DES FAMILLES

4.2

sommaire

2 ÉDITORIAL

La culture famille dans le monde municipal
Décès de M. Bertrand Girard

3 POINT DE VUE ÉDITORIAL

Le virage famille, y'a de l'espoir!
Petit baby-boom dans l'Est-du-Québec
Baby-boom au Carrefour

4 BILLET DU FORMATEUR

Y a-t-il chez vous des gens
qui se meurent d'ennui?
Coût de la cotisation
Bienvenue aux nouveaux membres

5 POLITIQUES FAMILIALES MUNICIPALES

Remise de certificat à cinq municipalités
et MRC ayant adopté leur PFM

Beloeil encourage la réussite scolaire
MRC Maskinongé: première MRC
de la Mauricie à se doter d'une PFM
Un certificat Mérite:
comités famille des PFM

6 DOSSIER MUNICIPALITÉS

Regard sur les familles montréalaises
Résolution d'appui de la FQM au Carrefour
Politique nationale de la ruralité et la PFM

7 POLITIQUES FAMILIALES MUNICIPALES

Le presbytère de Saint-Roch-de-Richelieu
devient un centre de loisir et de culture
Bromont honorée à l'international

8 DOSSIER FAMILLE

Saines habitudes de vie chez les jeunes
Coalition québécoise sur la problématique
du poids

9 ÉTUDES ET RECHERCHES

Le piège à caméléon
Coup d'envoi à un projet collectif

10 DU TEMPS POUR LA FAMILLE

L'enjeu de la conciliation famille-travail
La FÉE s'associe au Carrefour

11 FAMILLES DANS LE MONDE

Conférence internationale CIRCF
L'ONAF, une organisation représentative
des familles... du monde

12 LE RENDEZ-VOUS ANNUEL

Inscrivez-vous au 19^e Colloque du
CAMF, Drummondville
SQF: 12^e édition
Calendrier

LA CULTURE FAMILLE DANS LE MONDE MUNICIPAL



par M. Jacques Lizée, directeur général du CAMF

La culture famille dans le monde municipal s'intègre progressivement! Quel beau constat. Pour ceux et celles pour qui le soutien aux familles est important, il est stimulant d'entendre un tel propos.

Mais sur quoi s'appuie cette affirmation? Voici quelques indices à l'appui. Cette culture famille s'exprime de façon tangible à travers diverses réalisations: nomination d'un élu(e) responsable des questions familiales (RQF), formation d'un comité famille, adoption d'une PFM incluant un plan d'action avec des initiatives dans l'ensemble des champs de compétences municipales et, en particulier, dans des champs où il n'était pas évident à priori d'introduire des thèmes «famille».

Toutefois, force est de constater que dans une 1^{re} PFM, le plan d'action est souvent timide, c'est-à-dire que les actions retenues sont moins nombreuses et offrent peu d'innovations. C'est dans la 2^e et 3^e génération triennale des plans d'action que les partenariats se raffermissent, deviennent plus nombreux et se retrouvent dans divers champs d'activités. C'est également à ce moment que les actions et les mesures sont davantage familiales que citoyennes et que le politique intègre, dans sa planification stratégique, un secteur famille avec poste budgétaire spécifique.

Il faut se donner du temps pour créer une culture famille forte et durable et ne jamais oublier que Rome ne s'est pas faite en un jour. L'arrivée d'un nouveau conseil municipal, d'une réorganisation municipale ou d'un événement majeur imprévu sont autant de situations qui peuvent retarder, voire compromettre, l'évolution du dossier «famille». Les acquis en ce domaine sont fragiles.

Ce réalisme vient plaider en faveur du maintien d'un processus continu de sensibilisation, de promotion, d'accompagnement et de suivi d'une PFM. C'est dans ce contexte que le Carrefour poursuit son rôle en cette matière et que le gouvernement du Québec apporte son soutien financier par son programme de subventions aux municipalités et MRC, programme qui, depuis 2003, a fait ses preuves et a hautement été apprécié. Le tandem CAMF/MFACF fut remarquable et il devra se poursuivre dans les prochaines années afin de compléter le **développement** amorcé et contribuer à la pérennité de la culture municipale famille.

C'est un beau défi. Il a l'avantage d'être sur la bonne voie. Il ne s'agit plus d'initier le mouvement, mais de le compléter. Il ne s'agit plus de convaincre les élus mais, de les encourager.

Pendant ce temps, la culture famille s'installe à petits pas et ces pas deviennent de plus en plus de grands pas. □

LISEZ
LIZÉE



Lors du dernier colloque du CAMF, à Bromont, M^{me} Colette Bédard, personne-ressource au CAMF, M. Jacques Lizée, directeur général du CAMF, M^{me} Réjane T. Salvail, présidente du CA du CAMF et M. Bertrand Girard, alors trésorier au CA du CAMF

DÉCÈS DE M. BERTRAND GIRARD

Cher Bertrand, cher collaborateur du Carrefour, cher ami du conseil d'administration et de la permanence,

Ton départ nous rend tristes, très tristes! Qui peut soupçonner qu'un grand chêne ne soit plus là, du jour au lendemain? Ses racines sont profondes, sa stature et sa droiture imposent et rassurent.

Lorsque le Carrefour cite son important développement depuis 2003 et sa saine gestion des finances et des ressources humaines, ta contribution est, à juste titre, évoquée. Tes réflexions et les gestes que tu as posés quant à une relocalisation éventuelle des bureaux du Carrefour ont une fois de plus démontré ton attachement au Carrefour et ta grande générosité, et ce, même après ton départ du conseil d'administration. Tu étais un ambassadeur et un inconditionnel de l'action municipale en faveur des familles.

Merci Bertrand de nous avoir fait grandir. La justesse de tes propos, davantage sentis que



M. Bertrand Girard, conseiller municipal de Longueuil, et membre du CA du CAMF de 2003 à 2006

nombreux, était appréciée. Tes nombreux engagements dans la communauté longueuilloise illustrent

bien l'envergure de ta contribution citoyenne et de ton rayonnement.

Puissions-nous poursuivre notre course en sachant que tu seras toujours autour de nous et que tu nous aideras à relever les défis qui se placeront devant nous.

J'ai planté un chêne au bout de mon champ, disait Vigneault. Le Carrefour aussi avait son grand chêne. Nous en conserverons un souvenir impérissable.

Au revoir Bertrand.



COURRIER DES LECTEURS

► Faites-nous connaître votre opinion, vos belles réalisations, vos événements ou votre coup de cœur! Il nous fera plaisir de les partager avec nos lecteurs et lectrices. Date de tombée des textes du prochain numéro: 21 mai 2007.

Éditeur:

Carrefour action municipale et famille
360, rue Lawrence, bureau 2300
Greenfield Park (Québec) J4V 2Z4

Téléphone: (450) 466-9777

Télécopie: (450) 466-6838

Courriel: info@carrefourmunicipal.qc.ca

Internet: www.carrefourmunicipal.qc.ca

Coordination de la rédaction: Jacques Lizée

Coordination de la production: Isabelle Lizée et Manon Bolduc

Collaborateurs: MM. Carl Thériault et Gilles Gagné, Journal *Le Soleil*; M. André Langevin, formateur au CAMF; CRÉ de Montréal; M. Vincent Guilbault, Journal *La Voix*; Coalition québécoise sur la problématique du poids; FQCCL; Institut Vanier de la famille; M^{me} Lucie Fréchette, directrice de l'ARUC; FÉE; SQF.

Correction: Colette Bédard et Manon Bolduc

Conception graphique et impression:
Fusion Communications & Design

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
2^e trimestre 2007 ISSN 1708-9824



LE VIRAGE FAMILLE, Y'A DE L'ESPOIR!

En janvier dernier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M^{me} Michelle Courchesne, accompagnée de l'ex-ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, M^{me} Carole Thériège, a présenté un bilan des plus positifs de la première année d'existence du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP).

Il met en lumière la hausse historique de naissances au Québec en 2006. «Les plus récentes données sur la natalité font état de 82 500 naissances au Québec en 2006, comparativement à 76 250 en 2005. Le Québec a ainsi enregistré, au cours de l'année, la plus forte augmentation en pourcentage des naissances (8 %) depuis 1909.

On y reconnaît qu'il est un peu tôt pour attribuer un tel niveau de croissance uniquement au nouveau régime. De tels chiffres incitent à être des plus optimistes pour le futur. Ces données situent le taux de natalité à 1,6 % en 2006. Il est au-dessus de la moyenne canadienne.

Le gouvernement du Québec qualifie ce programme de mesure phare de la politique familiale du gouvernement du Québec à laquelle s'ajoutent d'autres programmes mis en place au cours des trois dernières années. Parmi les autres mesures qui placent la famille au cœur des priorités gouvernementales et qui



sont citées comme des mesures faisant en sorte qu'il y a de plus en plus de jeunes couples qui atteignent le nombre d'enfants désirés, citons le soutien aux enfants, la prime au travail, l'aide aux devoirs, le développement de 35 000 nouvelles places en garderie, l'abolition de la TVQ sur les couches et produits d'allaitement.

Dans la foulée globale de ces appuis aux familles, le Carrefour considère que l'instauration substantielle des politiques familiales dans toutes les régions du Québec, (180 depuis la mise sur pied du programme gouvernemental en 2003) est également un élément à prendre en compte dans l'ensemble des éléments qui font de plus en plus dire aux familles que le «réflexe famille» s'intègre progressivement dans la communauté.

Enfin, au niveau de l'exercice des rôles parentaux, les pères sont de plus en plus présents dans l'éducation des tout-petits et leur présence accrue le matin ou le soir dans les services de garde en est un bon exemple.

Le virage «famille» au Québec, plus qu'hier, moins que demain. Si nous voulons maximiser et accélérer ce virage, il faudra en faire un projet de société encore plus large. Les actions actuelles sont certes un pas dans la bonne direction et peuvent être incitatives pour les autres secteurs de la société. □

PETIT BABY-BOOM DANS L'EST-DU-QUÉBEC

par *Carl Thériault et Gilles Gagné, Le Soleil, 12 décembre 2006*

L'Est-du-Québec, et la pointe de la Gaspésie en particulier, connaissent une hausse assez généralisée des naissances. En Gaspésie, l'arrêt de l'exode massif de la fin des années 1990 et un solde migratoire positif chez les 25 à 35 ans semblent porter leurs fruits. On parle presque d'un baby-boom.

Chandler, Gaspé et Rimouski présentent des hausses de natalité depuis deux ans. À Chandler et dans la MRC du Rocher-Percé, deux hausses successives de 30 % caractérisent les dernières années. À Rimouski, on note une hausse de 21 % entre 2004-2005 et 2006-2007.

En Gaspésie, les hôpitaux de Gaspé et de Chandler enregistrent une croissance de nouveau-nés. À l'hôpital de Maria, c'est stable depuis trois ans, comme à Sainte-Anne-des-Monts, où la hausse anticipée cette année est attribuable à la fermeture de l'obstétrique durant deux mois en 2005-2006.

À Rimouski, les données incluent toutefois des transferts de clientes venues des hôpitaux de Matane et d'Amqui, note Judith Raymond, porte-parole du Centre hospitalier, où il y a eu 596 naissances en 2004-2005 et 683 l'année suivante. On en attend 725 cette année.

«La hausse de 596 à 683 naissances est due, en partie, à plusieurs dépannages pour les hôpitaux de Matane et d'Amqui, qui n'avaient pas d'anesthésistes. Mais il y a quand même une augmentation sans tenir compte de cette raison, quand le nombre de naissances passe de 683 à 725 cette année», précise M^{me} Raymond. L'hôpital de Matane enregistre en moyenne 150 naissances par année.

À Rivière-du-Loup, le nombre de naissances sera d'environ 500 cette année, comme en 2004-2005 et en 2005-2006. Le nombre d'accouchements était passé de 511 à 536 entre ces deux années.

En Gaspésie, c'est Chandler qui présente la meilleure fiche grâce à des augmentations successives de 29,8 % entre 2004-2005 et 2005-2006, et de 30 % cette année, selon une projection.

À Gaspé, c'est moins spectaculaire, mais significatif. Entre 2004-2005 et 2006-2007, la pouponnière a accueilli 132 bébés, puis 139 et ce sera 151 pour l'année budgétaire prenant fin le 31 mars 2007.

Le Centre hospitalier de la Baie des Chaleurs de Maria connaît une période stable, puisque 176 bébés y sont nés il y a deux ans et l'an passé, et qu'on en attend 178 cette année. Compte tenu de la fermeture de la cartonnerie de New Richmond en 2005, cette stabilité tient de l'exploit.

À Chandler, au cœur d'une MRC fort éprouvée depuis 15 ans par les difficultés économiques, la gynécologue Renée Soucy explique la hausse de la natalité par l'adaptation des gens à un modeste train de vie. «Il y a d'abord une mode provinciale, pour ne pas dire mondiale. Les artistes affichent leur grossesse et ça influence les gens. Ici, il y a eu la fermeture de l'usine Gaspésia (en 1999) et la perte des gros salaires, puis l'autre coup (l'arrêt de modernisation de l'usine en 2004). Les gens ont attendu que ça reparte et ils ont réalisé que ça restera fermé. Ils ont trouvé un autre travail, moins payant. Et ils recommencent à faire des enfants. Ils n'attendent plus. Changement de valeur? Probablement. La liberté n'occupe plus la même place. Et ça touche toutes les couches de notre population», note M^{me} Soucy.

La gynécologue Nathalie Guilbeau explique la recrudescence de la natalité dans la MRC Côte-de-Gaspé surtout par la situation économique enviable de Gaspé. Elle remarque aussi plus de grossesses à Murdochville et à Grande-Vallée.

«L'économie est meilleure. Il y a eu l'arrivée de LM Glasfiber (un fabricant danois de pales éoliennes) et des nouveaux commerces, comme le Canadian Tire. C'est l'emploi qui attire les jeunes. Il y a des retours de jeunes; un homme ou une femme originaire d'ici attire souvent un conjoint de l'extérieur. La sécurité y fait pour beaucoup. Les parents sont moins stressés au sujet de ce qui peut arriver à leurs enfants. On voit aussi des «étrangers», sans racine ici, arriver, à cause de la sécurité, parce qu'ils ne veulent pas passer des heures dans le trafic chaque jour, et parce qu'ils peuvent pratiquer les sports de plein air près de chez eux», dit M^{me} Guilbeau, qui vit à Gaspé depuis 1995.

Elle croit que la natalité continuera à progresser dans la MRC Côte-de-Gaspé l'année prochaine. «Je rencontre bien des clientes qui veulent d'autres enfants». □



Toute la famille entoure le nouveau-né, Louis-David: sa grande sœur Flavie, son papa Denis, sa maman Isabelle et sa petite sœur Julienne

BABY-BOOM AU CARREFOUR

C'est un mini baby-boom que nous constatons au sein de la petite équipe du Carrefour. Tout d'abord, Isabelle Lizée, responsable de la vie associative, a donné naissance à un 3^e enfant en février 2007. Ensuite, Marc-André Plante, adjoint à la direction générale du Carrefour, et Penny Gates, secrétaire, accueilleront respectivement leur premier et 2^e enfant en avril et juillet 2007. Au Carrefour, la famille on y croit! □

Y A-T-IL CHEZ VOUS DES GENS QUI SE MEURENT D'ENNUI?

par M. André Langevin, formateur au Carrefour

Dans un monde où les technologies de communication permettent des échanges spontanés à l'autre bout du monde, il est difficile de s'imaginer que des gens se retrouvent seuls et s'ennuient. Pourtant, il y a toute une panoplie d'organismes et de services variés à la portée de la main pour venir en aide à ces gens et les aider à gérer ces moments de tristesse. Hélas, ces services ne semblent pas rejoindre cette clientèle vouée à la solitude, au cœur de notre société moderne.



André Langevin
est formateur
au CAMF

Notre pensée va vers les gens âgés, plus particulièrement vers ceux qui se retrouvent en institution. Il y a fort à parier que cette catégorie de personnes soit la plus susceptible de souffrir de l'isolement et de l'ennui. Il est toutefois surprenant de constater que le problème touche toutes les catégories d'âge.

Mon expérience, au plan scolaire, me rappelle que bien des jeunes se retrouvaient seuls en récréation et qu'en classe, ils étaient mis de côté. Des élèves gênés, des souffre-douleur me direz-vous. Mais, à ma connaissance, le constat ne se limitait pas à ces seuls élèves. Situation grave, s'il en est une, car elle incitait une bonne partie de ceux-là à quitter l'école, grossissant les rangs des décrocheurs.

Combien d'adultes, suite à un divorce, une séparation, une perte d'un emploi ou une faillite se retirent dans leur coin et ferment la porte à toute relation. Dans notre société, il est important de bien paraître. Les moins beaux, les moins intelligents, les «poqués» et les moins riches risquent d'être moins bien acceptés. C'est comme ça. Je voudrais me tromper, mais l'homme continue d'être un loup pour l'homme.

Vous me direz que cette situation n'est pas nouvelle et qu'il y a toujours eu des personnes qui éprouaient de la difficulté à s'intégrer. Je veux bien l'admettre, mais comment est-ce possible aujourd'hui, en un siècle de surabondance? Les valeurs ont beaucoup changé. La solidarité, la charité, l'entraide, la compassion sont des vertus qui ont perdu du galon, chez nous, en notre temps.

Il n'y a pas si longtemps, au Québec, la famille élargie incluait la parenté, les voisins et les collègues de travail. Nous étions tricotés serrés. Maintenant, les familles sont petites, les enfants sont souvent éloignés, la parenté ne se voit plus. Les mailles du tricot sont devenues lâches. La compréhension du terme famille élargie fait maintenant appel aux individus marqués par des séparations et des divorces qui n'arrangent pas les choses. Autant de situations qui engendrent des solitudes.

Est-il possible que la télévision et l'informatique aient contribué à isoler les gens, à faire en sorte qu'ils aient moins l'occasion de se rencontrer et de se parler?

L'élaboration d'une politique familiale dans une municipalité ou une MRC ne serait-elle pas l'occasion de lancer la réflexion et la discussion sur le sujet? Une consultation bien menée auprès de la population pourrait donner du tonus aux propositions à retenir pour éviter d'en venir à un énoncé de vœux pieux.

N'y a-t-il pas dans vos familles et votre parenté, un frère, une sœur, un oncle, une tante ou un voisin qui se meurt d'ennui? Voilà autant d'éléments catalyseurs à ne pas perdre de vue. Pensons à des solutions concrètes capables de sortir ces gens du marasme de l'ennui et de la solitude!

Pour une politique familiale qui se veut rassembleuse! □

COÛT DE LA COTISATION

Tarifcation en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007

**MRC, municipalité ou arrondissement
(selon la taille de population)**

Ces montants incluent les taxes

1 à 4 999 habitants = 62,52 \$
5000 à 9999 habitants = 131,04 \$
10 000 à 19 999 habitants = 196,56 \$
20 000 à 49 999 habitants = 262,09 \$
50 000 à 99 999 habitants = 524,17 \$
100 000 à 199 999 habitants = 917,30 \$
200 000 à 299 999 habitants = 1310,43 \$
300 000 à 399 999 habitants = 2620,85 \$
400 000 à 599 999 habitants = 3931,28 \$
600 000 habitants et plus = 6552,13 \$
Organisme national = 163,80 \$
Organisme régional et local = 65,52 \$
Individu = 65,52 \$

Bienvenue aux NOUVEAUX MEMBRES

- 05 ESTRIE**
Weedon
- 08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**
La Sarre
- 09 CÔTE-NORD**
Sacré-Cœur
- 11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE**
Conférence régionale des élus Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (CRÉ)
- 12 CHAUDIÈRE-APPALACHES**
Beaumont
Sainte-Aurélie
- 15 LAURENTIDES**
Morin-Heights
- 16 MONTÉRÉGIE**
Office municipal d'habitation de Longueuil
Saint-Roch-de-Richelieu



1 MRC Coaticook > M^{me} Lucie Tremblay, RQF et mairesse de Saint-Herménégilde, M^{me} Lise Drouin Paquette au CAMF et M. Gérald Boudreau, préfet et maire de Waterville.

2 Saint-Jean > Le directeur général du CAMF, M. Jacques Lizée, en compagnie du maire de Saint-Jean, M. Gilles Dolbec, des conseillers MM. Marco Savard et Stéphane Legrand et du directeur des Loisirs, M. Stéphane Beaudin.

3 Otterburn Park > M. Jacques Lizée, directeur général du CAMF, M. Gérald Schafroth, maire d'Otterburn Park et M^{me} Rose-Mary Thoney, représentante du MFACF.

4 Varennes > M^{me} Nathalie Parent, citoyenne; M^{me} Sylvie Turbide, représentante du MFACF; M^{me} Brigitte Collin, conseillère; M. Michel Tremblay, maire de Varennes; M. Marc-André Plante, adjoint à la direction générale du CAMF et M^{me} Chantale Villeneuve, citoyenne.

5 Rouyn-Noranda > M^{me} Marielle Pellerin, conseillère responsable du dossier de la PFM, accompagnée de membres du comité d'élaboration de la PFM: M^{me} Denise Lavallée, Sandra Éthier, Geneviève C. Gauthier, France Caouette et MM. Gérard Pâquet, Robert Deschênes, Denis Geoffroy et Roger Lapointe.



REMISE DE CERTIFICAT À CINQ MUNICIPALITÉS ET MRC AYANT ADOPTÉ LEUR PFM

Au cours de la dernière année, plusieurs municipalités et MRC complétaient le processus d'élaboration et d'adoption d'une politique familiale municipale (PFM) ainsi que d'un plan d'action. Le Carrefour action municipale et famille tient à souligner le travail accompli par celles-ci. C'est pourquoi, nous offrons un certificat Mérite pour cette belle réalisation. Nous sommes persuadés que cette reconnaissance rejaillit sur les communautés respectives et sur les membres des comités famille qui ont travaillé à sa mise en œuvre.

Le programme du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine relativement à la réalisation ou la mise à jour d'une politique familiale municipale est un grand succès. Jusqu'à maintenant, 179 municipalités

et MRC se sont prévaluées de ce soutien financier et elles sont de toutes les régions du Québec.

Aujourd'hui, le réflexe «famille» a des répercussions dans plus de treize (13) champs d'interventions spécifiques aux municipalités. À ce jour, on dénombre, dans ces champs d'interventions municipales, plus de 1000 mesures fort diversifiées de soutien à la vie quotidienne des familles. Ce bilan impressionnant en matière de politiques familiales démontre fort bien que les communautés sont branchées sur les priorités des familles. La MRC Coaticook, les villes de Saint-Jean-sur-Richelieu, d'Otterburn Park, de Varennes et de Rouyn-Noranda sont des exemples tangibles. □



M^{me} Christiane Gallo, coordonnatrice du comité pour l'élaboration d'une PFM et M. Martin Miron, conseiller en communication, CLD Maskinongé.

MRC Maskinongé

PREMIÈRE MRC DE LA MAURICIE À SE Doter D'UNE POLITIQUE FAMILIALE MUNICIPALE

Une nouvelle famille qui voudrait s'établir dans la MRC de Maskinongé pourra s'attendre à retrouver, dans chacune des municipalités (17), des activités qui tiendront compte des besoins de tous ses membres, des actions qui favoriseront l'accessibilité et l'équité et qui feront appel à la collaboration et la concertation de tous les acteurs du milieu.

Parmi les actions retenues, mentionnons l'aménagement d'un module de jeux adapté aux enfants handicapés, l'offre gratuite d'accès à des locaux aux groupes communautaires famille, l'exigence que tout développement domiciliaire inclura un parc, l'offre d'un arbre aux nouveaux arrivants, l'organisation d'événements rassembleurs comme une fête de la famille, l'aménagement d'un espace famille à la bibliothèque, la mise en place d'un comité famille, le soutien à la mise en place d'activités d'éveil à la lecture et à l'écriture et un espace famille dans le bulletin municipal.

De son côté, la MRC s'occupera de faire la promotion de la politique et des plans d'action; son site Internet sera un outil de diffusion pour tout le territoire. □

Beloeil

ENCOURAGE LA RÉUSSITE SCOLAIRE PAR SA POLITIQUE FAMILIALE MUNICIPALE

La Ville de Beloeil a inauguré cet automne une esplanade nommée La Bourrasque pour rendre hommage aux diplômés du secondaire et saluer leur persévérance. L'aménagement représente une rose des vents monumentale qui apparaîtra graduellement au cours des huit prochaines années. Le point central est un immense chêne qui sera encerclé par huit frênes plantés par les diplômés beloeillois au rythme d'un arbre par année. Cette initiative vise à encourager la réussite scolaire.

L'aménagement de la nouvelle esplanade fait partie des mesures mises de l'avant dans le cadre du plan d'action de la nouvelle politique familiale de la Ville. Le plan d'action prévoit plusieurs mesures concrètes tels que le parachèvement de la piste cyclable et le soutien financier aux familles pour l'achat de couches en coton réutilisables. □

Un certificat MÉRITE

AUX MEMBRES DES COMITÉS FAMILLE DES PFM

Prolongement à la remise des certificats MÉRITE aux municipalités et MRC ayant réalisé une PFM, un certificat semblable est maintenant disponible et offert aux membres des comités famille de ces milieux comme appréciation pour leur engagement dans la communauté en faveur des familles. Les municipalités et MRC désireuses de se prévaloir d'un tel certificat type peuvent se le procurer en communiquant avec le Carrefour.

Le CAMF considère qu'un tel témoignage d'appréciation est de nature à accroître la solidarité et le sentiment d'appartenance des divers représentants des familles qui ont siégé sur le comité famille. De plus, cette reconnaissance devient une invitation à poursuivre des engagements dans le suivi de la politique et de son plan d'action. □

Pour plus d'informations, info@carrefourmunicipal.qc.ca



REGARD SUR LES FAMILLES MONTRÉALAISES

La Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal rendait public, le 15 février dernier, un portrait de la situation des familles de l'Île de Montréal réalisé par son comité famille. Le document intitulé **Regard sur les familles montréalaises** nous apprend que contrairement à une idée trop répandue, plus des trois quarts des personnes résidant sur l'Île (1 350 000) vivent en famille, ce qui représente près d'un demi-million de familles. Les deux tiers de ces familles sont biparentales et ont des enfants, bien que leur nombre moyen par famille ait diminué. On y mentionne également que 17 % des familles de l'Île vivent sous le seuil de faible revenu. Plus d'un enfant montréalais sur trois, de moins de cinq ans, vit cette réalité.

L'étude met en relief diverses caractéristiques par lesquelles les familles montréalaises se démarquent. On souligne ainsi que les familles immigrantes constituent une proportion grandissante des familles de Montréal. Elles représentent 44 % de l'ensemble des familles de l'Île en 2001 et, pour la même période, près de la moitié des naissances ont été le fait de mères nées à l'étranger. Montréal affiche le plus forte proportion de familles monoparentales parmi les grandes villes canadiennes et elles sont dirigées par une femme dans 84 % des cas.

Qu'elles soient immigrantes, biparentales, monoparentales, propriétaires ou locataires, à revenu élevé ou défavorisées, les familles montréalaises ont ceci en commun qu'elles vivent dans un milieu urbain dense, riche de sa diversité culturelle. Toutefois, certaines d'entre elles doivent relever certains défis. Par exemple, le temps consacré aux déplacements entre le travail et la maison s'avère plus long en milieu urbain, surtout lorsqu'il faut passer à l'épicerie ou à la garderie.

À l'occasion du lancement de cette étude, M^{me} Marie-Claude Dumas, directrice générale de la CRÉ de Montréal, rappelait que les familles contribuent directement et activement au dynamisme de la région. «Il faut s'efforcer de créer les conditions permettant aux familles d'évoluer et de s'adapter au rythme des grands changements sociaux, économiques et culturels» explique M^{me} Dumas.

«Cette étude du comité famille s'inscrit dans le cadre du plan stratégique quinquennal 2005-2010 de la CRÉ de Montréal qui retient notamment comme objectifs de reconnaître et valoriser le rôle des familles dans le développement régional, et surtout de mettre en œuvre des actions concrètes pour faciliter leur épanouissement et leur pleine participation à la collectivité» a-t-elle précisé.

«Mieux connaître et comprendre la situation des familles qui évoluent en milieu urbain et montréalais est une étape nécessaire dans la recherche de nouvelles façons de faire» a expliqué M^{me} Véronique DeSève, présidente du comité famille. «Les grands constats qui ressortent du portrait serviront pour l'élaboration d'actions concertées mieux adaptées et nous espérons qu'elles seront une source d'inspiration pour une meilleure adaptation des services à la réalité contemporaine des familles montréalaises», a conclu M^{me} DeSève. Elle a signalé également que le comité famille entend tenir un colloque régional sur les principaux enjeux soulevés par son document lors de la Journée internationale des familles, le 15 mai prochain.

Regard sur les familles montréalaises a été réalisé grâce à la participation financière du ministère des Affaires municipales et des Régions et à la collaboration du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. On peut se procurer le document en contactant la CRÉ de Montréal, au (514) 842-2400, ou sur son site Internet: www.credemontreal.qc.ca.

La Conférence régionale des élus de Montréal regroupe les leaders politiques et socioéconomiques de l'Île de Montréal. Elle a pour mandat de favoriser le développement de son territoire par le biais de la concertation et d'agir comme interlocuteur du gouvernement en matière de développement régional.

Il est à noter que l'étude **Regard sur les familles montréalaises** de la CRÉ de Montréal représente une source intéressante d'informations pour les décideurs municipaux qui s'appliquent à la réalisation de la politique familiale municipale de Montréal. □

RÉSOLUTION D'APPUI DE LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS AU CARREFOUR

À l'occasion de son conseil d'administration en décembre dernier, les membres de la FQM ont adopté une résolution d'appui en faveur du maintien du programme de soutien financier aux municipalités et MRC désireuses de se doter d'une politique familiale. Cet appui fort important pour le Carrefour action municipale et famille (CAMF) a permis de préciser des orientations favorables aux municipalités et MRC en milieu rural dans le cadre des consultations pour le renouvellement du programme du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF). À cet égard, nous vous rappelons qu'à l'occasion du lancement de la politique gouvernementale **Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait**, le ministère de la Famille, des Aînés de la Condition féminine a confirmé son intention de poursuivre son soutien financier et technique à l'égard des municipalités et MRC qui veulent mettre en place une politique familiale. Voici quelques recommandations issues des réflexions des membres de la FQM:

Que la FQM demande au ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF) de bonifier substantiellement le programme de soutien financier et technique

aux municipalités et MRC qui désirent se doter d'une politique familiale ou de la mettre à jour;

Que le MFACF développe, à même le programme de soutien financier et technique, un volet portant sur le suivi et l'évaluation des actions locales et régionales issues des plans d'action;

Que le MFACF reconnaisse le rôle d'accompagnement du Carrefour action municipale et famille auprès des municipalités et MRC dans l'élaboration ou la mise à jour de la politique familiale;

Que la FQM réitère, à travers les actions et interventions, une modulation des programmes et des normes gouvernementales pour soutenir les familles en milieu rural, en citant comme exemple les services de garde;

Que la FQM invite le gouvernement du Québec à travailler à la mise en place de mesures favorisant la conciliation famille-travail et à susciter un vaste chantier de réflexion pour améliorer la qualité de vie des familles.

Si vous souhaitez obtenir la résolution de la FQM intégralement, nous vous invitons à nous formuler une demande par courriel au info@carrefourmunicipal.qc.ca □

POLITIQUE NATIONALE DE LA RURALITÉ ET LA PFM

Dans la politique nationale de la ruralité, on retrouve l'objectif suivant: assurer à chaque territoire les moyens d'agir. Le soutien accordé par le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF) devient une application concrète de cette volonté de soutien à l'action des communautés. La politique propose la mise sur pied de laboratoires ruraux pour explorer et pour diffuser les résultats. Les expériences visées par ces laboratoires se situent dans de nombreux champs thématiques. La famille comme pierre angulaire de la vie collective est un de ces champs. On y lit qu'il doit y avoir une prise en compte de la famille sous ses diverses formes au cœur de la communauté,

des jeunes et des personnes âgées, des liens intergénérationnels, des services, activités et infrastructures adaptés aux besoins des familles, de la promotion des cadres de vie facilitant la vie familiale.

De tels propos nous placent au cœur de la réalisation d'une politique familiale municipale et de MRC. Dans ce contexte, le Carrefour souhaite que des MRC soumettent des projets. De tels projets doivent s'adresser à des communautés rurales, à des MRC ou à des organisations locales. C'est à suivre! □



Presbytère de Saint-Roch-de-Richelieu. Photo: Vincent Guilbault

LE PRESBYTÈRE DE SAINT-ROCH-DE-RICHELIEU DEVIENT UN CENTRE DE LOISIR ET DE CULTURE

Par *Vincent Guilbault*, Journal La Voix, 28 janvier 2007

EN BREF

Sensibilisé aux besoins financiers de la Fabrique, un comité de quatorze (14) citoyens de la communauté de Saint-Roch a convenu de mettre sur pied un organisme à but non lucratif pour sauver le presbytère. Cet organisme, les Loisirs du presbytère, a eu comme mandat de louer ce local et de le transformer en un lieu de rassemblement, tout en y préservant le patrimoine de Saint-Roch. Le presbytère deviendra donc graduellement un lieu de rencontre pour les citoyens. L'organisme offrira des services culturels et récréatifs.

On prévoit aussi instaurer un café-rencontre qui offrirait des produits maison et du terroir. La liste des activités reste à définir, mais on parle déjà de conférences, de soirées de jeux, de concerts et de journées champêtres.

Pour le président de l'organisme, Michel Tousignant, la protection de l'histoire est primordiale: le presbytère fait partie de la paroisse depuis 1859. Il a été bâti avec l'argent et le travail de la communauté.

L'ouverture officielle a eu lieu le 28 janvier dernier lors d'une journée portes ouvertes. □



LA VILLE HÔTESSE DU 18^e COLLOQUE DU CARREFOUR HONORÉE À L'INTERNATIONAL

La Ville de Bromont s'est méritée de nouveau, en 2006, la plus haute distinction de Villes Internet de France pour son leadership en matière d'utilisation des technologies de l'information et de son approche Internet citoyen. Cette municipalité de 5000 habitants en Montérégie a reçu cinq arobas au **Label national Villes Internet**, un réseau français d'élus locaux, d'agents administratifs et d'acteurs associatifs ayant décidé de capitaliser leurs connaissances de l'Internet et des technologies de l'information pour le développement de l'Internet local et citoyen.

Bromont est la seule municipalité récipiendaire du Label dans l'ensemble des pays de la francophonie. Rappelons que le thème du 18^e colloque (mai 2006), qui a eu lieu à Bromont, abordait les technologies de l'information et la famille. Bravo Bromont! □

Pour plus d'informations: www.villes-internet.net

NOUVEAUX PROJETS PFM

Depuis le 1^{er} janvier 2006, 65 municipalités et MRC se sont prévaluées de la mesure de soutien financier du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine quant à l'élaboration ou la mise à jour d'une PFM. Félicitations!

01 BAS SAINT-LAURENT

L'Isle-Verte
Matane
Rivière-Ouelle
Saint-Antonin

02 SAGUENAY LAC SAINT-JEAN

Ferland-et-Boilleau
MRC Le Domaine-du-Roy
MRC Maria-Chapdelaine
Rivière-Éternité
Roberval
Saint-Ambroise
Saint-Charles-de-Bourget
Saint-David-de-Falardeau
Saint-Félix-d'Otis
Saint-Honoré
Saint-Prime

03 QUÉBEC

Fossambault-sur-le-Lac
MRC Charlevoix-Est

04 MAURICIE

MRC Les Chenaux

05 ESTRIE

Saint-Camille
Windsor

07 OUTAOUAIS

Cantley
La Pêche
Maniwaki

08 ABITIBI TÉMISCAMINGUE

Amos
Kipawa
Lorrainville

09 CÔTE-NORD

Longue-Rive
Pointe-aux-Outardes
Port-Cartier
Portneuf-sur-Mer
Sacré-Cœur

11 GASPÉSIE -

ILES-DE-LA-MADELEINE
Sainte-Anne-des-Monts

12 CHAUDIÈRE - APPALACHES

L'Islet
MRC Montmagny
MRC Robert-Cliche
Saint-Anselme
Saint-Damien-de-Buckland
Saint-Georges
Saint-Honoré-de-Shenley
Saint-Jean-Port-Joli
Saint-Martin
Saint-Prosper
Sainte-Perpétue

14 LANAUDIÈRE

L'Assomption
Notre-Dame-de-la-Merci
Saint-Gabriel

15 LAURENTIDES

Brownsburg-Chatham
Mont-Laurier
Morin-Heights
Piedmont

16 MONTÉRÉGIE

Brossard
Carignan
Chambly
Châteauguay
Granby
Lac-Brome
Notre-Dame-de-Stanbridge
Saint-David
Saint-Philippe
Saint-Roch-de-Richelieu
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay
Salaberry-de-Valleyfield
Waterloo

17 CENTRE-DU-QUÉBEC

MRC L'Érable
Warwick

ERRATUM

Tel que souligné par un représentant du ministère des Affaires municipales et des Régions, la carte du Québec présentée en page couverture du dernier numéro du **Bulletin** (janvier 2007) n'est pas la version la plus récente. La proportion du territoire du Labrador n'est pas exacte. □

Mille excuses.
L'équipe du Carrefour.

CONNAISSONS-NOUS VOTRE RQF?

Depuis la parution de notre dernier **Bulletin**, plusieurs municipalités nous ont contactés pour vérifier si nous avons les coordonnées exactes du responsable des questions familiales (RQF) de leur milieu. Ces échanges nous permettent de mettre à jour le réseau des RQF au Québec. De ce fait, on dénombre maintenant 30 RQF dans la région de la Mauricie.

Nous profitons de l'occasion pour vous rappeler l'importance de nous informer de la nomination de votre RQF, et ce, dans le but de conserver un réseau à jour et de faire parvenir les informations pertinentes aux bonnes personnes dans les différentes municipalités. □



SAINES HABITUDES DE VIE CHEZ LES JEUNES, PHASE II

Dans un numéro précédent du **Bulletin**, nous avons présenté un extrait du rapport Perrault sur les saines habitudes de vie chez les jeunes portant sur la contribution des municipalités tant à l'activité physique qu'à l'alimentation. On y retrouve effectivement plusieurs recommandations qui concernent les municipalités et le Carrefour souhaite les promouvoir dans les politiques familiales.

Prolongement à cette démarche, le Carrefour vient de se joindre à la Coalition québécoise sur la problématique du poids. Cette coalition poursuit également des objectifs de mobilisation des efforts en prévention. La crise de la santé publique est importante et seules des actions concertées pourront avoir un effet positif sur cette problématique.

Financée entièrement par le Conseil québécois sur le poids et la santé, la Coalition a pour mission de revendiquer des politiques publiques dans trois secteurs stratégiques: l'agroalimentaire, le socioculturel et l'environnement bâti.

Plus la coalition sera grande, plus nos chances de succès seront importantes.

Le conseil d'administration du Carrefour, à sa réunion de janvier 2007, a pris la décision d'adhérer à la Coalition. Cet engagement représente en premier lieu un appui moral et politique à la mission de la Coalition. Nous serons régulièrement informés des derniers développements politiques et législatifs sur le sujet. De plus, nous serons invités à prendre part aux différentes activités organisées par la Coalition.

On retrouve dans le présent Bulletin, des informations significatives sur l'urgence d'agir en cette matière. Enfin, également inclus dans le Bulletin, des exemples de mesures environnementales mises de l'avant par la Coalition.

- Soyez vigilants et faites-nous savoir vos intentions de poser des gestes tangibles quant à cette problématique.
- Les problèmes de santé reliés au poids ont des conséquences graves sur notre santé et sur les coûts de notre système de santé.
- Il faut agir face à cette crise de santé publique qui menace à court terme notre société et qui compromet l'avenir de nos enfants.
- Les solutions sont nombreuses. Elles se trouvent dans la transformation de notre mode de vie et dans la modification de nos environnements physique, culturel, alimentaire, économique, commercial et politique.

C'est un projet de société qui nous interpelle tous! □



COALITION QUÉBÉCOISE SUR LA PROBLÉMATIQUE DU POIDS

Quelques énoncés révélateurs de la problématique

- 57 % de la population québécoise, âgée de 18 ans et plus, souffre d'excès de poids
- un enfant québécois sur cinq présente un excès de poids
- l'obésité, qui est en augmentation partout dans le monde, a été qualifiée d'épidémie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)
- la moitié des femmes québécoises, se situant dans la catégorie du poids santé, et le tiers des hommes désirent perdre du poids
- 35 % de fillettes de 9 ans tentent de perdre du poids même si elles ont un poids santé
- la préoccupation excessive à l'égard du poids entraîne des tentatives d'amaigrissement souvent néfastes pour la santé et la productivité des individus
- les coûts directs de santé associés à l'obésité sont astronomiques et menacent, à terme, la viabilité de notre système de santé collectif
- au-delà des coûts directs, il faut considérer les coûts indirects et les autres conséquences associées à l'obésité, notamment le fardeau psychosocial lié à la discrimination, aux préjugés sociaux, à l'isolement, au chômage et au rejet social
- les experts internationaux craignent que l'espérance de vie diminue à cause des problèmes reliés au poids
- un accroissement aussi rapide et global de l'obésité est, selon l'OMS, difficilement explicable par des facteurs individuels
- cette épidémie est imputable à la transformation de notre mode de vie: sédentarisation, industrialisation de l'alimentation et commercialisation
- il ne s'agit pas d'un problème attribuable uniquement à la responsabilité individuelle
- il s'agit d'un problème de société et de santé publique qui requiert des solutions environnementales, sociales et politiques, et qui demande que les environnements physique, social et culturel dans lesquels les gens évoluent favorisent et soutiennent des choix santé
- il est urgent d'élaborer des solutions collectives aux problèmes de poids
- la prévention en matière de poids représente la seule solution à long terme.

Exemples de mesures environnementales mises de l'avant par la Coalition

Secteur agroalimentaire

La disparition de la malbouffe et des boissons gazeuses des écoles et des hôpitaux; une véritable politique alimentaire dans les écoles primaires et secondaires; une politique d'étalage responsable dans les marchés d'alimentation; des cours de cuisine dans les écoles pour développer le savoir-faire culinaire et le plaisir de bien s'alimenter; des menus offrant des portions modérées dans les restaurants; une taxe dédiée pour soutenir des actions de prévention des problèmes de poids.

Secteur de l'environnement bâti

Un environnement sécuritaire autour de chaque école pour que les enfants puissent s'y rendre à pied ou à vélo; une politique d'école active; des ententes entre les municipalités et les écoles afin d'accroître l'utilisation des installations sportives en dehors des heures de classe; multiplication des parcs, des espaces verts, des pistes cyclables et des réseaux piétonniers; limitation de l'utilisation de l'automobile dans certaines zones; amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de transport en commun.

Secteur socioculturel

Une réglementation sur les produits, services et moyens amaigrissants; la révision et la réglementation sur la publicité destinée aux enfants; des mesures législatives ou réglementaires pour limiter l'empiètement de la publicité dans les espaces publics; la création d'un organisme indépendant pour régir l'industrie de la publicité; l'implantation d'une politique de conciliation travail-famille pour permettre aux familles de prioriser leur santé et leur bien-être. □

LE PIÈGE À CAMÉLÉON

Réflexion sur l'accessibilité dans les politiques et les services municipaux

par M^{me} Lucie Fréchette,

directrice de l'Alliance de recherche université-communauté en innovation sociale et développement des communautés, Université du Québec en Outaouais

Ya-t-il un mot plus passe-partout que l'accessibilité? L'accessibilité est de tous les discours. L'accessibilité est de toutes les politiques nationales ou locales. Les politiciens s'y engagent. Les planificateurs la mesurent. Les citoyens la réclament. Une notion caméléon qui prend la couleur de ses promoteurs.

Le caméléon est d'abord confronté à une accessibilité qui lui rappelle ses cours de géographie. On lui parle d'accessibilité spatiale ou territoriale. Celle qui

M^{me} Lucie Fréchette, directrice de l'Alliance de recherche université-communauté en innovation sociale et développement des communautés (ARUC-ISDC) et coordonnatrice du Centre d'étude et de recherche en intervention sociale de l'Université du Québec en Outaouais (UQO).



s'affiche plus objective et mesurable. Ainsi, le transport ramifie le déplacement des citoyens selon des calculs précis, en fonction de l'accessibilité aux espaces urbains considérés les plus fréquentés. Le service des parcs évalue la distance à parcourir pour que les installa-

tions de jeux soient accessibles aux jeunes. Les politiques d'aménagement du territoire prennent en compte l'accessibilité des lieux aux personnes à mobilité réduite. Dans ces trois cas, l'accessibilité spatiale renvoie à la proximité physique des services mis en place, à leur répartition sur un territoire donné, à la distance à parcourir pour en bénéficier.

Notre caméléon s'aventure ensuite en terrain vague et prend la couleur du temps. L'accessibilité devient temporelle. Les politiques de santé définissent ainsi l'accessibilité en fonction de la rapidité de la réponse aux besoins des personnes souffrantes. Les politiques familiales nationales ou municipales remettent à l'ordre du jour la question de la conciliation travail-famille. Puis, dans la perspective de l'accessibilité aux services, plusieurs villes manifestent de l'intérêt pour les bureaux des temps qui ont d'abord émergé dans des villes ou quartiers européens.

On ne saurait bien sûr, négliger l'accessibilité économique où notre caméléon prend rapidement la couleur du dollar. L'accessibilité économique, quand elle prend en compte les familles en situation difficile, s'insère par exemple dans des politiques de loisir comptant des grilles tarifaires eu égard à la taille des familles. Toujours dans cet esprit, les maisons de la famille, les centres de loisir, les carnivals locaux offrent la participation gratuite à un certain nombre de leurs activités. Notre caméléon est cependant tiraillé. Il ne sait plus trop comment s'ajuster dans le duel entre le principe d'universalité des services et celui de l'utilisateur payeur, fréquemment débattu dans les instances de gestion des services municipaux.

Membres de l'ARUC >
M^{me} Diane Bachand, CECI;
M. Louis Favreau, professeur à l'UQO et chercheur responsable de l'axe Développement local à l'international; M. Denis Bourque, professeur à l'UQO et chercheur responsable de l'axe Développement social des communautés;
M. Jacques Lizée, directeur général du CAMF,
M^{me} Lucie Fréchette,
M. André Régimbald, chargé de cours à l'UQO et
M. Jean Hébert, CRÉO.



Voilà qu'au cœur d'un quartier du centre-ville, notre caméléon ne sait plus où donner de la tête. Son habit n'arrive plus à fixer la couleur. Il n'avait pas prévu l'accessibilité culturelle. Comment s'en tirer à travers les intérêts, coutumes, croyances, traditions de ces gens venus d'ailleurs pour refaire des racines chez nous? Comment réviser sa garde-robe selon les tendances du jour en milieu populaire, en quartier de jeunes familles, en région rurale, en quartier centre des grandes villes, en région qui voit sa population vieillir... et j'en passe. Tout un défi que l'accessibilité culturelle! On ne parle plus d'une accessibilité mesurable ni objective mais d'une accessibilité fortement subjective et qualitative.

Les municipalités posent cependant trop souvent des pièges à caméléons dans les suivis aux politiques de tout acabit. Émergeant d'esprits bien intentionnés, des services accessibles rapidement, à proximité de chez soi et à peu de frais, se transforment peu à peu en pièges plus ou moins mordants quand ils ne mettent pas à l'aise le citoyen, ne lui laissent pas la parole, ne l'impliquent pas dans la prise de décision quant à des éléments favorables ou non à sa qualité de vie. Heureusement que se pointe l'accessibilité sociale! Notre caméléon l'a échappé belle! Caméléon transige alors avec des élus et des fonctionnaires qui consultent les citoyens. Il fréquente des services où le «faire avec» prime. Il rencontre des intervenants qui le prennent en considération lui et sa famille.

Caméléon commence à se sentir chez-lui. Il s'identifie de plus en plus à ce milieu de vie. Il est habité par un attachement qui se transforme bientôt en sentiment d'appartenance fort à ce coin de pays. Fier d'avoir trouvé une municipalité où l'accessibilité est exempte de pièges à caméléons, il revêt son plus bel habit. Celui des gens qui éprouvent de la satisfaction à l'égard des services dans leur milieu parce qu'ils s'y reconnaissent. □

DÉVELOPPEMENT SOCIAL: COUP D'ENVOI À UN PROJET COLLECTIF AU CENTRE-DU-QUÉBEC

Extrait du Portail CCL de la Fédération québécoise des centres communautaires

C'est dans la foulée des travaux sur les inégalités de santé et de bien-être menés par l'Agence de la santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec que le Comité régional en développement social du Centre-du-Québec (CRDS) s'est lancé dans un projet d'envergure en tenant un premier atelier de réflexion et d'échanges portant sur le potentiel de développement des collectivités locales.

Comme l'ont démontré les travaux sur les inégalités présentés dans chaque MRC, lors d'une tournée entreprise par les membres du CRDS en 2005, à défavorisation socio-économique comparable (revenu, scolarité, emploi), certaines collectivités locales s'en sortent mieux que d'autres (santé, problèmes sociaux).

Mais il y a aussi des collectivités relativement bien nanties qui sont aux prises avec de sérieux problèmes sociaux. En s'inspirant de ces observations, il a été possible de construire une typologie des collectivités locales du Centre-du-Québec en fonction d'un certain nombre de catégories.

C'est à la suite de l'intérêt marqué des groupes rencontrés que le CRDS a décidé de s'associer au projet du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur l'identification des facteurs de développement des collectivités locales.

Afin de mettre sur pied une démarche qui fera du Centre-du-Québec une région pilote sur la question, une vingtaine de personnes issues des milieux communautaire, institutionnel, économique ou politique ont été invitées à jeter un premier regard portant sur le développement des collectivités locales.

C'est toujours dans la volonté de mobiliser les interventions en développement social que le CRDS a souhaité identifier des indicateurs mesurant la défavorisation des territoires. Ce sont ces indicateurs qui aideront les acteurs impliqués dans le développement des communautés à déployer leurs interventions.

L'objectif poursuivi a permis d'identifier des pistes fort prometteuses comme valeurs et normes (le sentiment d'appartenance, la volonté d'agir, etc.) dans un processus d'intersectorialité avec des ressources (lieux communs, action permanente) nécessitant une concertation réelle et de l'écoute pour un dynamisme social qui permet le développement des compétences individuelles et collectives.

Les résultats des échanges ayant eu cours lors des ateliers de discussion et ceux en provenance des sept autres régions ayant procédé au même exercice seront analysés et constitueront le contenu d'une proposition de tableau de bord national soumise aux acteurs du développement social lors d'un prochain forum québécois sur les indicateurs de développement des communautés, prévu à l'automne 2007.

Le Comité régional en développement social Centre-du-Québec appuie les organismes de la région et sa mission est, depuis 2001, d'assurer la pleine participation de personnes, des populations, des partenaires et des secteurs concernés par le développement social.

Rappelons qu'il soutient la réflexion, l'action et le renouvellement des pratiques des organisations intervenant prioritairement auprès des groupes vulnérables et des territoires défavorisés désireux d'améliorer leur condition et leur niveau de vie. □

RECONNAISSANCE DE L'ENJEU DE LA CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL

Extrait de *Transition* hiver 2006-2007 Institut Vanier de la famille (IVF)

Un nouveau rapport, **L'équité au travail: des normes du travail fédérales pour le XXI^e siècle**, vient tout juste de paraître. Ce document est le fruit d'un examen approfondi de la Partie III du Code canadien du travail, qui établit les normes du travail régissant les employés des entreprises de compétence fédérale. Bien des choses ont changé depuis 1965, année où la Partie III du Code canadien du travail a été promulguée, et le rapport tente de refléter les attentes, les valeurs et les besoins de l'économie actuelle.

Les recommandations émanant du rapport apportent de bonnes nouvelles pour les employés ayant des responsabilités familiales.

En voici quelques-unes:

- Le droit de refuser d'effectuer des heures supplémentaires lorsqu'on doit s'acquitter d'obligations familiales
- Le droit d'un préavis de changement de quart de travail d'au moins 24 heures, et le droit de refuser de travailler aux heures proposées, et ce sans pénalité, si on n'a pas été avisé et si on ne peut pas s'accommoder aux changements

- Dix jours de congé sans solde par année pour obligations familiales
- Du temps pendant les heures de travail accordé aux employées qui allaitent pour allaiter un enfant ou pour extraire leur lait sur les lieux du travail
- De la recherche afin de suivre l'évolution des changements apportés à l'environnement de travail des employés, surtout à l'égard des politiques et des pratiques en matière de conciliation famille-vie personnelle
- La sensibilisation des gens à la question de l'équilibre famille-vie personnelle, dont des programmes de formation et d'encouragement
- L'établissement au sein du Programme du travail d'une unité consacrée à la conciliation famille-vie personnelle.

Pour lire le sommaire ou la version intégrale du rapport, consultez www.fls-ntf.gc.ca/fr/fin-rpt.asp. □



R É A L I S E Z L E R Ê V E

LA FÉE



S'ASSOCIE AU CARREFOUR

Chef de file dans le domaine des régimes enregistrés d'épargne-études (REÉÉ) pour les enfants au Canada, la Fondation* pour l'Éducation des Enfants du Canada est un organisme sans but lucratif qui offre aux parents, grands-parents ou proches, la possibilité de créer un (REÉÉ) pour les études postsecondaires de leurs enfants et petits-enfants, leur permettant ainsi de bénéficier des subventions offertes par le gouvernement canadien et spécialement dédiées à l'éducation postsecondaire des enfants.

Créée en 1991, la Fondation compte actuellement plus de 70 000 familles canadiennes cotisant à un REÉÉ et gère des placements de plus de 450 millions de dollars. Le Fonds d'Études est une société autorisée à offrir les régimes d'épargne-études en vertu des lois des provinces et territoires du Canada et a plus de 700 représentants des ventes licenciés à son actif.

LA FÉE est fière d'offrir le plus grand choix de REÉÉ, soit les régimes collectif, individuel ou performant, et de soutenir les familles canadiennes en matière de REÉÉ pour les aider à consolider leurs rêves en matière d'éducation.

La Fiducie pour l'Éducation des Enfants du Canada est une entreprise dynamique en pleine croissance, constamment à la recherche d'initiatives nouvelles faisant d'elle un fournisseur de REÉÉ vraiment unique. □

*Le Fonds d'Études pour les Enfants inc. a créé la Fondation pour l'Éducation des Enfants du Canada, pour administrer le régime de bourses d'études, qui se nomme la Fiducie pour l'Éducation des Enfants du Canada. <http://cefi.ca/>

Qu'est-ce qu'un REÉÉ?

Un REÉÉ est un compte d'épargne spécial qui vous aide à économiser pour les études postsecondaires de votre enfant. L'argent déposé dans le REÉÉ sera investi et générera des intérêts. Le capital va croître à l'abri de l'impôt et vous sera retourné. La subvention canadienne pour l'épargne-études peut verser jusqu'à 7200 \$ par REÉÉ.

Si l'enfant décide de ne pas poursuivre ses études postsecondaires, tous les régimes de la FÉE vous permettent de transférer les fonds à un autre enfant, à un RÉÉR ou de retirer l'argent comme paiement de revenu accumulé (PRA).

Un fier partenaire du Carrefour action municipale et famille

Venez nous rencontrer au 19^e colloque à Drummondville

CONFÉRENCE INTERNATIONALE CIRCF

Difficultés d'accès: trouver les voies vers l'inclusion

Édimbourg, Écosse • 5-8 juin 2007 • www.circf.org

La prochaine conférence de la Commission internationale des relations du couple et de la famille aura lieu à Édimbourg en Écosse en juin prochain. Elle portera sur «les difficultés d'accès: trouver les voies vers l'inclusion».

Malgré des programmes nombreux, des lois et ressources disponibles pour les personnes et familles en difficulté, plusieurs obstacles empêchent ces gens d'avoir accès au soutien dont ils ont besoin pour les aider à s'affirmer. Parmi ces obstacles, nous trouvons: le langage aussi bien culturel que technique, la mauvaise santé physique et mentale, l'inégalité économique ainsi que les systèmes juridique et politique.

Les praticiens et les intervenants cherchent des moyens de contourner ces obstacles et d'établir le contact avec ces personnes. Plusieurs solutions créatives et ingénieuses sont mises en place pour que les services et le soutien rejoignent ces personnes et leur permettent de garder le contact.

La Commission internationale des relations du couple et de la famille, présentera, lors de sa conférence ICCFR/CIRCF 2007, des expériences sur certains de ces obstacles et sur leur impact afin de mieux les comprendre. Mais, surtout, elle s'attardera à la créativité, à l'ingéniosité et au courage manifesté à travers notre monde pour les services aux couples et les relations familiales. □

L'ONAF une organisation représentative des familles... du monde

L'Organisation nord-américaine de la famille est préoccupée actuellement par l'inclusion dans divers programmes de formations universitaires et collégiales, de contenus spécifiques sur la famille. Le Carrefour pour sa part y ajoute la dimension

politique familiale municipale. C'est un dossier qui revêt un grand intérêt compte tenu de l'importance d'acquisition de contenus spécifiques sur la famille par des étudiants qui auront, dans le futur, à travailler auprès des familles. □



M. Jean-Claude Kalubi, Université de Sherbrooke; M. Gilbert Lizotte, Ville de Brossard; M^{me} Denise Campeau-Blanchette, COFAQ; M. Benoît Clotteau, IFACEF; M. Jean-Marc Pelletier, maire de Brossard; M^{me} Andrea Mrozek, Institut du Mariage et de la Famille, Ottawa; M^{me} Marguerite Blais, alors présidente du Conseil de l'enfance et de la famille; M. Jacques Lizée, CAMF; M^{me} Colette Bédard, et M^{me} Gladys Quintal de la Maison de la famille de Brossard et M. David Young, Association des programmes de ressources à la famille, Ottawa.

À VOIR ET À LIRE

Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale

Louis Favreau, Lucie Fréchette, collaborateurs

Collection: Pratiques et politiques sociales et économiques

www.puq.ca

La mondialisation néolibérale est-elle la seule possible? La recherche de profits érigée en logique sociale est-elle la seule avenue? Le présent ouvrage ouvre le débat à partir du développement local, de l'économie sociale et solidaire, de la coopération internationale décentralisée, des associations de solidarité internationale et de la société civile internationale. Derrière les initiatives étudiées, on découvrira des propositions et des approches qui révèlent une résistance à ce type de mondialisation, et même une «autre mondialisation» en gestation.

La crise a en effet libéré un espace inédit pour l'innovation sociale et la conjoncture internationale a créé des ouvertures. Ce vivier de dispositifs innovants et d'animateurs de développement recèle-t-il un potentiel suffisant pour inverser l'ordre des choses? À quelles conditions? Selon quelles stratégies? Dans quelle perspective? Quels sont les partenariats Nord-Sud les plus pertinents? Quel rôle des gouvernements locaux, des organisations internationales, des PME peuvent-ils jouer dans ce développement? Les mouvements sociaux y sont-ils engagés et comment?

Les ACTES 2006 du 18^e colloque «Ma municipalité branchée sur les familles»

Les actes du 18^e colloque, qui s'est tenu à Bromont, sont disponibles sur le site Internet du Carrefour. Une copie papier peut être obtenue sur demande.

Les actes comprennent principalement les contenus des présentations des personnes-ressources des divers ateliers: **Atelier 1** > Conciliation famille-travail:

c'est l'affaire de l'ensemble des municipalités; **Atelier 2** > Faire bouger les familles et leur permettre une

meilleure qualité de vie; **Atelier 3** > Les défis de la politique nationale de la ruralité (PNR) en lien avec la politique familiale; **Atelier 4** > Regard sur les plans d'action des PFM au Québec: des mesures novatrices pour tous!; **Atelier 5** > Le RQF: chef de file d'une politique familiale municipale; **Atelier 6** > L'accueil des jeunes et des immigrants en régions: comment s'y prendre?; **Atelier 7** > Mon école en réseau: des communautés s'organisent; **Atelier 8** > Les municipalités et les TIC au service des familles; **Atelier 9** > Pour une réalisation efficace de la PFM et de son plan d'action.

Chacun des thèmes abordés présentait de belles expériences puisées dans les PFM et incluait une ou des applications concrètes des technologies de l'informations au quotidien.

Cultivons l'estime de soi en petite enfance



CLSC Saint-Hubert et CPE Les Petits Semeurs

Cette publication présente un heureux mélange de réflexions, d'approches et d'activités éducatives. Il a été primé au concours «Excellence» du Regroupement des CPE de la Montérégie. On y retrouve des fiches théoriques, de réflexion personnelle, d'attitudes éducatives, d'activités et d'outils pour développer l'estime de soi. Cet outil rassembleur interpelle les

parents, les intervenants, les éducatrices en milieu de garde et tout adulte significatif dans la vie de l'enfant de 0 à 5 ans. □



RAPPEL

INSCRIVEZ-VOUS au 19^e colloque!

«Le sentiment d'appartenance:
une valeur sûre»

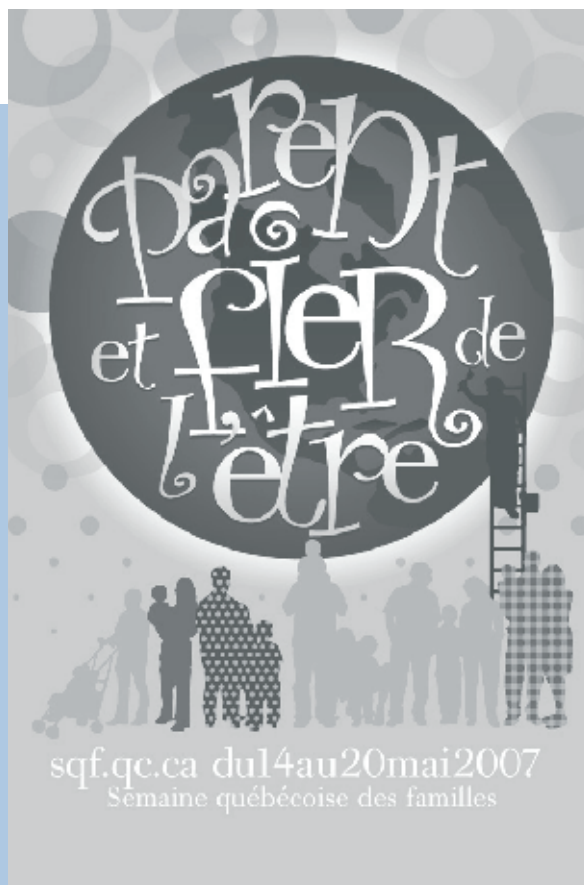


Ville de Drummondville 25-26-27 mai 2007

Inscrivez-vous dès maintenant au 19^e colloque sur l'action municipale et les familles. Complétez le formulaire d'inscription inclus dans le programme du colloque, ou en ligne au www.carrefourmunicipal.qc.ca. Inscrivez-vous avant le 27 avril pour profiter de meilleurs tarifs. Les membres du Carrefour bénéficient en plus de tarifs privilégiés.

Consultez le programme officiel ou le site Internet du Carrefour pour les informations relatives à la 19^e édition du colloque.

Le prochain colloque du Carrefour est un rendez-vous à ne pas manquer et nous vous invitons à venir partager votre expérience avec nous. □



MOBILISATION 17 régions du Québec

La Semaine québécoise des familles suscite la mobilisation et s'appuie sur les événements locaux, régionaux et nationaux organisés à travers le Québec. Dans plusieurs régions, des comités organisateurs multisectoriels se forment pour promouvoir la SQF et planifier une programmation des activités. Plus d'une trentaine de ces comités œuvrent en région et près de 400 activités sont générées un peu partout annuellement au Québec. Consulter la liste des comités organisateurs au www.sqf.qc.ca. □

QUE FAIT VOTRE MUNICIPALITÉ PENDANT LA SEMAINE QUÉBÉCOISE DES FAMILLES?

12^e édition de la **Semaine québécoise des familles**,
du 14 au 20 mai 2007 PARENT et fier de l'être!

Pour une deuxième année, le slogan «Parent et fier de l'être!» sera au cœur de la Semaine québécoise des familles. Le Carrefour invite les municipalités à promouvoir des activités «famille».

Quelques propositions:

- Tarifs réduits ou gratuits des transports publics pour les familles, entrée gratuite des familles dans les musées, les expositions, les salles de concert et autres attractions culturelles
- Proclamation de la «Semaine de la famille»
- Organisation de concours littéraires sur le thème de la famille
- Fête de quartier avec une programmation familiale
- Conférence de presse de votre municipalité pour présenter les fruits des actions municipales en faveur des familles issues de sa politique familiale
- Événement promotionnel qui vise la reconnaissance des membres du comité famille de votre municipalité (certificat Mérite du CAMF?)
- Marche familiale dans un secteur de votre municipalité

Bonne semaine québécoise des familles!

Calendrier

18 avril 2007

Conférence Les familles et le travail: les conditions de travail, le travail chez les jeunes et le travail ou la sécurité du revenu. Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec. www.familis.org/rioptq

7 au 11 mai 2007

Congrès annuel de l'ACFAS à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Parmi les colloques qui y seront présentés: Immigration en dehors des métropoles et territoire(s): frontières, sens, orientations, pratiques et stratégies
Collaboration école-famille - communauté liée aux apprentissages des élèves
Dix ans après la politique familiale, quelle est la place des CPE dans la société québécoise? www.acfas.ca/congres/

10 au 12 mai 2007

Assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) www.umq.qc.ca

14 au 20 mai 2007

Semaine québécoise des familles www.sqf.qc.ca

22 au 25 mai 2007

Conférence biennale nationale de l'Association canadienne pour les programmes de ressource pour la famille; Parents, vous comptez! www.frp.ca

25 au 27 mai 2007

19^e colloque sur l'action municipale et les familles, Drummondville www.carrefourmunicipal.qc.ca

25 mai 2007

Assemblée générale annuelle du CAMF

26 mai 2007

Remise des Prix Action municipale et famille

1, 2 et 3 juin 2007

30^e Congrès Parents-Secours. www.parentssecours.ca/